



## DECLARATION DE LA CES SUR LA GRECE

Adoptée par le Comité exécutif le 7 mars 2012

Réuni le 7 mars 2012, le Comité exécutif de la CES exprime son entière solidarité avec les travailleurs de Grèce affectés gravement et de façon irréversible par les pertes d'emplois et de revenus qui ébranlent leur capacité à faire face à l'impact négatif de la crise.

La CES déclare son soutien aux syndicats grecs dans leur lutte contre l'attaque sans précédent de la Troïka (FMI-UE-BCE) qui démantèle méthodiquement les droits fondamentaux du travail, vise à éliminer les organisations du travail et détruit la cohésion sociale, privant ainsi les travailleurs de moyens institutionnels vitaux pour se défendre. Plus précisément, les négociations collectives libres sont entravées, les conventions collectives sont abolies et les syndicats intimidés tandis que le dialogue social est systématiquement éliminé pour faire place à un unilatéralisme autoritaire qui rend les partenaires sociaux nationaux superflus. L'exigence insensée et injustifiable de la Troïka de fermer l'Organisation pour le logement des travailleurs (OEK) et le Fonds social des travailleurs (OEE) est une autre attaque contre l'existence des syndicats en Grèce.

La Grèce est précipitée dans l'une des dépressions économiques les plus profondes des temps modernes qui, cumulativement, pourrait atteindre les niveaux de récession du temps de guerre de 25 à 30%. Les sacrifices imposés aux travailleurs, aux retraités et à leurs familles sont sans précédent depuis l'après-guerre. La réduction la plus drastique du déficit budgétaire primaire qu'ait connue l'Europe en plus de 30 ans a été réalisée par la Grèce grâce à l'appauvrissement des Grecs. Avec plus d'un million de chômeurs, près de 30% de la population est passé sous le niveau de pauvreté. Près de 250.000 personnes comptent sur les services d'aide pour un repas quotidien.

Davantage d'austérité s'ajoute néanmoins aux mesures existantes. Le salaire minimum national – le dernier seuil de protection pour les travailleurs à bas salaire – a été récemment réduit de 22% (32% pour les jeunes travailleurs), mesure qui, globalement, entraînera une chute des salaires de 40% et supprimera une série d'allocations sociales. D'autres mesures sont attendues en juin.

La CES suit avec une extrême inquiétude la situation en Grèce qui va bien au-delà de toute notion de discipline budgétaire et inflige brutalement un degré de dévastation qu'aucun peuple ne peut accepter et qui mène le pays vers un gouffre économique, politique et social.

Nous exprimons notre indignation face à la proposition de donner priorité au remboursement des emprunts sur les pensions, les salaires ou autres besoins sociaux au travers d'un compte bloqué où seront recueillies toutes les recettes publiques grecques, ce qui devrait bientôt entraîner le pays en situation de défaut interne.

Ce n'est pas une voie acceptable. La Grèce doit pouvoir disposer d'alternatives de relance dans un esprit de solidarité et de cohésion réelles qui, pour une fois, fassent vraiment passer les gens avant les marchés.

La CES réitère sa proposition en faveur d'une approche « Plan Marshall » de type européen visant la croissance, l'emploi et les investissements innovants : un pacte européen de solidarité pour des solutions économiquement durables et socialement acceptables avec la participation effective des syndicats. Nous en appelons aux créanciers de la Grèce et aux autorités grecques pour qu'ils s'abstiennent d'encore réduire les salaires et les pensions et d'imposer de nouvelles taxes. Il est grand temps d'insister pour des alternatives à la réduction de la dette et du déficit. Un recouvrement équitable de l'impôt, des actions contre la fraude fiscale, l'utilisation effective des fonds structurels disponibles pour les investissements, la révision et la réduction des dépenses excessives et des besoins en matière de défense de la Grèce au travers d'une garantie européenne de ses frontières ainsi que la diminution des dépenses superflues sans toucher aux dépenses sociales sont seulement quelques-unes des pistes possibles.

La CES et ses affiliés resteront vigilants et actifs en première ligne des efforts paneuropéens pour sauver la Grèce.